

**Exposé de position**  
**21 janvier 2009**

**Équiterre**  
**ENvironnement JEUnesse**  
**Fondation David Suzuki**  
**Nature Québec**  
**Vivre en ville**

---

## **Des investissements en infrastructures, oui, mais lesquelles ?**

Le gouvernement fédéral s'apprête à déposer un budget d'une grande importance pour notre société. La crise économique qui sévit actuellement est très préoccupante, particulièrement chez notre voisin du Sud, et le Canada doit y faire face. À cette crise économique s'enchevêtrent une crise énergétique profonde et sans précédent ainsi qu'une crise climatique aux conséquences environnementales potentiellement catastrophiques.

La crise économique ne met pas seulement en relief les failles du système financier, mais aussi les limites d'une croissance débridée et sans garde-fou, qui n'internalise ni le caractère précieux de l'énergie, ni l'aspect névralgique de la protection des écosystèmes. C'est dans ce contexte que s'inscrit le prochain budget Flaherty. Ce dernier doit non seulement mettre en place des solutions à une crise économique, mais il doit le faire de manière cohérente afin de remédier aussi aux deux autres.

*« Ce que j'entends partout au Canada et auprès de mon conseil consultatif économique, c'est qu'on doit investir encore plus dans les infrastructures afin de soutenir l'économie, mais aussi qu'on doit envisager de nouvelles baisses d'impôt »,* nous indique déjà le ministre fédéral des Finances. À l'instar de beaucoup de pays affectés, tout indique que le gouvernement fédéral favorisera l'investissement dans les infrastructures pour relancer l'économie. Il s'agit-là d'un choix classique et efficace pour stimuler rapidement l'économie et créer des emplois en période d'incertitude. La vraie question est de savoir si le gouvernement fédéral commettra l'erreur de combattre les crises économiques, énergétiques et climatiques avec une vision et des outils du siècle dernier. La réponse à cette question est essentielle, car ces investissements façonnent, à long terme, nos milieux de vie (villes et collectivités), l'environnement d'affaires et les infrastructures de services (santé, éducation, loisirs, etc.). Ils doivent donc être réfléchis, particulièrement en cette période où les choix du gouvernement peuvent déterminer la capacité de notre société à se tailler une place parmi les sociétés prospères du XXI<sup>e</sup> siècle. Ainsi, la crise économique constitue une occasion unique pour lancer des chantiers d'infrastructures dans des domaines d'avenir.

D'une part, même s'il apparaît pertinent d'accélérer la réfection des infrastructures urbaines qui en ont grand besoin, il serait difficilement justifiable de débloquer des fonds pour la construction de nouvelles infrastructures routières, compte tenu du fardeau énergétique, environnemental et économique inhérents à ce modèle d'aménagement (étalement urbain, dépendance à la voiture et au pétrole, dégradation de la qualité de l'air, sédentarité, etc.). D'autre part, ce budget ne doit pas devenir le rendez-vous des occasions manquées avec des propositions fades et sans colonne vertébrale, un peu à l'image du crédit d'impôt à la rénovation domiciliaire du dernier énoncé économique du gouvernement du Québec. Il doit plutôt être un pilier sur lequel construire une nouvelle vision d'avenir, une occasion de redonner au Canada une position de leader, son image étant actuellement ternie autant dans l'arène nationale qu'internationale.

Des investissements ciblés dans un petit nombre de domaines permettraient à la fois de stimuler l'économie et de soutenir les emplois en cette période difficile, tout en s'attaquant aux sources mêmes des crises environnementales et énergétiques auxquelles nous sommes confrontés.

### **Investir dans le développement des infrastructures de transports collectifs**

Les infrastructures de transports collectifs représentent la première cible d'un tel programme d'investissements visionnaire. Le Canada est un important producteur de matériel de transport en commun (trains, autobus, métros). Les grandes villes canadiennes ont collectivement identifié les transports collectifs comme enjeu prioritaire de développement et d'investissements, évaluant à quelque 28,3 milliards de dollars d'ici 2012 leurs seuls besoins d'expansion et de modernisation des systèmes existants. Les chambres de commerce appuient également l'essor des transports collectifs comme remède à la congestion des grands centres urbains. Des investissements ciblés dans les transports collectifs soutiendront la production manufacturière canadienne et les emplois qui en dépendent, répondront aux désirs des grandes villes et aux souhaits des milieux d'affaires, tout en répondant concrètement aux besoins de mobilité des citoyens, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en réduisant notre dépendance au pétrole.

Pour la seule ville de Montréal, plus de 8 G\$ d'investissements sur vingt ans seront ainsi nécessaires. L'instauration d'un réseau de tramways, de la navette ferroviaire entre l'aéroport international Montréal-Trudeau et le centre-ville en plus du développement du réseau d'autobus, de métro et de pistes cyclables ne constituent que quelques exemples d'investissements qui permettront de moderniser la métropole québécoise et de lui permettre de jouer son rôle de pôle économique et culturel. De plus, la raréfaction des ressources énergétiques et la croissance inévitable de leur prix engendrera un besoin de changement des habitudes de transport de tous les Canadiens, d'où l'importance de développer des modalités de transport en commun adaptées aussi au contexte rural ou moins urbanisé et ce, dans le but de répondre au besoin de toutes les communautés. Ces exemples illustrent parfaitement l'urgence d'une augmentation des fonds fédéraux dédiés au transport en commun.

### **Investir dans la rénovation pour augmenter l'efficacité et diminuer la facture énergétique**

Des investissements importants visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, usines, hôpitaux, écoles et résidences représentent également un type d'intervention structurant qui s'attaque aux trois crises économique, énergétique et environnementale en même temps. Une bonification substantielle de programmes fédéraux existants, tel ecoEnergie Rénovation, soutiendra immédiatement l'emploi et les travaux de rénovation résidentielle partout sur le territoire, stimulera l'investissement privé de contrepartie, tout en ayant un effet durable sur la diminution de la facture énergétique des Canadiens et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

Le seul secteur commercial présente un potentiel d'économie gigantesque. Il existe ainsi au Canada quelque 440 000 édifices commerciaux, représentant 672 millions de mètres carrés de surface à chauffer, animer et éclairer. Leurs dépenses énergétiques combinées s'élèvent annuellement à près de 17,8 milliards de dollars. Un programme ciblé visant l'amélioration de l'efficacité énergétique de plusieurs de ces édifices souvent vétustes permettrait des gains économiques, environnementaux et énergétiques importants.

## **Investir dans les nouvelles sources d'énergie renouvelables**

Le soutien déterminé au développement des énergies renouvelables constitue finalement un troisième axe d'investissements ciblés qui nous projette dans l'avenir et stimule un développement intelligent. Le système énergétique canadien est, pour une très large mesure, un système hérité de la révolution industrielle du début du siècle dernier, largement axé sur l'utilisation du charbon, du pétrole et des autres formes d'énergies fossiles, et fortement centralisé. Des investissements, sous forme de soutien au développement et au déploiement de ces nouvelles énergies – en particulier éolienne, solaire thermique et géothermique – créera aussi des emplois partout sur le territoire, stimulera l'économie et l'innovation, tout en réduisant la pollution et notre dépendance aux hydrocarbures. En ce sens, le renouvellement et l'élargissement du programme ecoEnergie pour l'électricité renouvelable apparaissent des plus pertinents.

## **En finir avec la fausse opposition entre l'économie et l'environnement**

Ces stratégies d'investissements s'insèrent dans une vision plus large des rapports entre l'économie et l'environnement, dans un contexte de redéfinition de nos systèmes énergétiques. On distingue très clairement le souffle de cette vision dans la récente livraison du plan de relance économique du Président Obama. On ne retrouve pas, au sein de la nouvelle équipe à la Maison-Blanche, cette vieille vision conflictuelle entre environnement et économie, mais plutôt une complémentarité mutuellement bénéfique. Ainsi, bien qu'imparfait, l'*American Recovery and Reinvestment Plan* vise entre autres la création ou le soutien à court terme de 3 millions d'emplois, notamment en investissant des sommes colossales visant à doubler la production d'énergies renouvelables d'ici 3 ans, à moderniser le réseau de distribution d'électricité et à améliorer l'efficacité énergétique de 2 millions de résidences et 75% des bâtiments publics fédéraux. On reconnaît également ce souffle dans le récent plan de stimulation économique de 200 milliards d'euros de l'Union Européenne, qui vise également des mesures déterminées en faveur de l'efficacité énergétique, un développement plus rapide des énergies renouvelables et alternatives, de même que l'amélioration de la performance énergétique du parc automobile.

Au gouvernement fédéral maintenant de faire preuve de cette même vision moderne et de laisser derrière les vieux réflexes du passé.